Zeitschrift: Actio : un magazine pour l'aide à la vie
Herausgeber: La Croix-Rouge Suisse
Band: 97 (1988)
Heft: 2-3

Artikel: Un long chemin vers la profession
Autor: Valsangiacomo, Enrico
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-682007

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le rôle de la Croix-Rouge dans la formation des premières infirmières

Un long chemin vers la profession

Lorsqu'on évoque aujourd'hui l'image de l'infirmière on se figure une femme jeune et dynamique bien sûr, mais également instruite, compétente et indépendante, chef d'équipe et gestionnaire, partenaire à la fois dépendante et complémentaire du médecin. Mais cette image est tout à fait moderne, très récente; elle est le résultat de longues métamorphoses et d'une laborieuse naissance.

Enrico Valsangiacomo

L'histoire de la profession d'infirmière est liée à celle de la société et de la médecine. La première ne serait pas compréhensible sans les données des deux autres. L'historien français Jacques Léonard, l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire de la médecine, a bien montré dans ses œuvres combien celle-ci a changé après la Révolution française. La libéralisation de l'esprit scientifique après 1789 fait table rase du principe d'autorité, typique d'une hiérarchie ignorante et imbue d'elle-même (que l'on pense, par exemple, au Malade imaginaire!), et instaure celui de l'analyse. Le médecin acquiert alors un savoir sérieux et, partant, une aura de prestige et de pouvoir tant auprès de la population que des gouvernants. Les revenus entretemps s'élèvent et attirent de nombreux candidats à la profession.

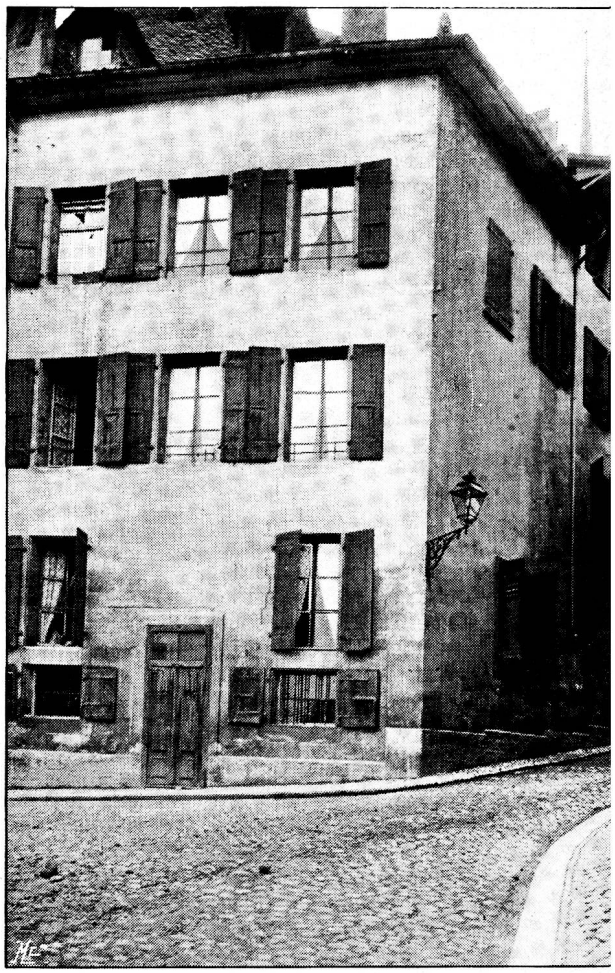
Le médecin devient ainsi conseiller du prince en matière de politique sanitaire et il se perçoit lui-même comme principal responsable de l'état de santé de la nation. A juste titre du reste, car les gouvernants au 19e siècle ont consacré des sommes toujours plus importantes à la modernisation des facultés de médecine, à la construction de laboratoires de recherche, à la réfection des hôpitaux. Cela n'est pas sans conséquences sur les progrès de la science médicale, qui jouit par ailleurs des découvertes enregistrées par d'autres sciences, comme la physique et la chimie. Ce facteur scientifique, uni à l'amélioration progressive du niveau de vie de la population, a largement contribué à l'éloignement des menaces mortelles constituées par les épidémies, les infections et les fièvres de tout genre et à l'amélioration de la situation sanitaire de la population.

Le siècle des philanthropes

Sur le plan de l'histoire sociale le 19e siècle a été caractérisé, entre autres, par la philanthropie. La révolution industrielle avait créé une richesse encore jamais atteinte auparavant. Toutefois c'était une richesse mal répartie: d'un côté, le nombre restreint de ceux qui la détenaient; et de l'autre, la grande masse des ouvriers d'usine, des ouvriers agricoles, des mineurs, etc. Le niveau de vie de cette deuxième catégorie laissait beaucoup à désirer: un taux d'alphabétisation bas et un niveau d'instruction insuffisant; une misère économique s'accompagnant de conditions de logement, d'alimentation et d'habillement insupportables. Le sort des enfants était le plus pitoyable: ceux qui n'allaient pas à l'école passaient leur journée dans la rue; beaucoup d'entre eux, cependant, suivaient leurs parents à l'atelier ou à l'usine. A la campagne la situation n'était guère meilleure: la vie y était tout aussi précaire, les préjugés aussi tenaces et l'hygiène aussi aléatoire qu'à la ville.

Qu'on imagine maintenant une famille de ces classes pauvres dont le mari, par exemple, tombe malade: à une époque où l'assurance n'existait pas, cela représentait une véritable catastrophe, car le revenu familial en était considérablement réduit. A une époque donc, où la politique sociale de l'Etat était inexistante, c'étaient les riches privés qui subvenaient aux besoins de leurs concitoyens les plus démunis. «Les élites..., veulent-elles vraiment que les classes laborieuses cessent d'être pathologiquement dangereuses? – Alors elles doivent payer le prix de la solidarité sociale», dit Jacques Léonard à propos des initiatives pour garantir des soins efficaces, gratuits ou à bon marché pour tout le monde.

Et en effet, le long de ce siècle, nous voyons toutes sortes de réalisations allant dans ce sens: on ouvre des dispensaires en ville et on favorise l'installation des médecins dans les campagnes; on crée les moyens de rendre plus salubres les lieux de travail et les habitations, d'améliorer l'hygiène et l'alimentation. Il est peut-être intéressant de savoir à ce propos que les cubes «Maggi» ont été créés en Suisse à cette époque, pour fournir à la population les protéines nécessaires et à peu de frais!



C'est dans cette modeste maison de la rue Curtat à Lausanne que fut fondée en 1859 l'école d'infirmières La Source.

L'Etat intervient

Ce n'est que dans le courant de la deuxième moitié du siècle que l'Etat intervient plus activement: les communes et les cantons avec une série de lois sanitaires, et la Confédération avec, par exemple, la loi sur les fabriques ou celle sur les assurances. Cette intervention a lieu également sous la forme d'une collaboration entre les philanthropes et le gouvernement. Le résultat le plus célèbre de cette collaboration est constitué par la Croix-Rouge elle-même, née de la réflexion de philanthropes sur l'absolue nécessité de ménager la vie humaine sur les champs de bataille – le 19e siècle a été un siècle meurtri de guerres civiles et internationales –, idée à laquelle les gouvernants et leurs chefs militaires ont immédiatement adhéré. Le premier ouvrage sur la Croix-Rouge que nous connaissons s'intitule d'ailleurs «La guerre

PAGES D'HISTOIRE (IX)

et la charité»; il a été écrit par le président de la Société genevoise d'utilité publique, Gustave Moynier, et par l'ancien président de la Société médicale de Genève, le docteur Louis Appia. Il porte comme sous-titre: «Traité théorique et pratique de philanthropie appliquée aux armées en campagne».

L'activité des ordres religieux

C'est donc sur cette toile de fond philanthropique et sociale qu'il faut maintenant placer les soins aux malades. Depuis longtemps ceux-ci étaient assurés essentiellement par les ordres religieux féminins; au siècle dernier cette mission non seulement est maintenue, mais elle connaît une floraison de dévouement jamais connue. La «philanthropie religieuse», tant catholique que protestante, multiplie les centres où les gens viennent se faire soigner et d'où les bonnes sœurs partent pour assister les malades chez eux. En Allemagne on connaît l'heureuse initiative de Theodor Fliedner et des diaconesses de Kaiserswerth (1836); mais en Suisse aussi, cet esprit chrétien a donné de beaux fruits: en 1830, c'est la création de l'institution pour gardes-malades catholiques à Baldegg (LU); en 1844 c'est la fondation de celle de Menzingen (ZG), également catholique, par le grison Theodosius Florentini; en 1844 toujours, Louis Germond crée un établissement pour diaconesses à Saint-Loup (VD), et Sophy Wurstemberger un semblable à Berne; en 1852 Friedrich Spittler fonde à Riehen (près de Bâle) un établissement pour diaconesses; en 1856, Florentini ouvre le centre d'Ingenbohl (SZ); et en 1861, c'est un établissement pour gardes-malades catholiques qui est ouvert à Cham (ZG), dépendant de celui de Baldegg.

Premières écoles laïques

Cependant, aussi louable soit-elle, l'activité de ces centres religieux ne satisfait pas tout le monde. D'abord, ce sont des «philanthropes laïcs qui réagissent: venant d'horizons protestants, ces derniers n'acceptent pourtant pas que la femme désireuse de s'occuper de malades, n'ait d'autre choix que de se faire diaconesse. Pour eux, la garde-malade doit avoir des convictions religieuses, mais également pouvoir jouir de son indépendance et vivre de son travail. Parmi ces «philanthropes laïcs», méritent d'être mentionnés Agénor et Valérie de Gasparin, qui en 1859, créent la Source à Lausanne (un an avant l'ouverture de l'école de Saint-Thomas à Londres par Florence Nightingale).

On pourrait se demander si l'«infirmière professionnelle» suisse est née ici à la Source. Certains éléments vont dans ce sens: formation théorique et pratique, diplôme, indépendance dans l'exercice du métier et prestations contre payement. Mais d'autres aspects nous font hésiter: les de Gasparin n'ont pas pris de mesures pour «reproduire» ce type d'école; ensemble, les Sourciennes forment un cercle d'anciennes élèves plutôt qu'une association professionnelle – et apparemment elles ne sont pas animées par ce besoin; enfin, l'accent semble être mis sur l'engagement laïc, par opposition à l'engagement religieux, et moins sur d'éventuelles possibilités de créer une profession pour la femme.

Un groupe d'élèves de La Source avec M. Reymond, directeur, en 1887.

Le Dr Walter Sahli, fondateur et premier directeur du Lindenhof à Berne.

Le Dr Anna Heer. Elle créa et dirigea l'«Ecole d'infirmières» à Zurich dans le but de promouvoir la formation et le statut social des infirmières professionnelles.

Les exigences des médecins

L'autre groupe plus influent qui réagit contre la situation jugée insatisfaisante dans le monde des soins, c'est celui des médecins. Cette réaction se manifeste surtout vers la fin du siècle. Pourquoi si tard? Peut-être parce qu'il a fallu d'abord que le médecin change lui-même, avant qu'il ne prenne conscience de la nécessité de changer l'autre. Et puis, la révolution pastorienne à posé des exigences accrues: l'asepsie et l'antisepsie étaient devenus les maîtres mots à l'hôpital, et la nouvelle médecine imposait un changement de mentalité. La cohabitation avec les cornettes et le chapelet devenait par là difficile. Les médecins reprochaient aux religieuses de soigner les malades dans le but de se préparer une place au paradis, et non pas avec la préoccupation majeure de les amener à guérison; ils leur reprochaient le manque d'hygiène et les préjugés vis-à-vis de la science; enfin, il est vrai que les religieuses se sentaient plus dépendantes du chef de la congrégation (qui pour beaucoup d'entre elles se trouvai à Rome), que du chef de clinique. Mais les médecins s'en prenaient également aux gardes-malades incultes et avides de gain, qui peuplaient les hôpitaux ou hantaient les familles. Souvent analphabètes, formées sur le tas, le médecin n'avait pas confiance en elles; en plus, on les disait parfois voleuses et de mauvaises mœurs.

Surgit ainsi dans la classe médicale le besoin d'un nouveau type de soignante: suffisamment formée, dévouée au médecin et au malade, laïque

et indépendante. Un historien zurichois, Alfred Fritschi, appliquant un schéma sociologique, dit qu'avec ce modèle on transfère à l'intérieur de l'hôpital la division du travail, apportée au sein de la famille par la révolution industrielle.

L'époux-père-médecin s'appuierait ainsi sur les services de l'épouse-mère-infirmière pour soigner les enfants-patients et faire le ménage de la maison-hôpital.

Infirmière, enfin une profession

C'est dans la dernière décennie du siècle qu'il faut situer la naissance de l'infirmière professionnelle en Europe. L'Angleterre était probablement la mieux placée dans cette voie. En Suisse, il semble que c'est avec la création du Lindenhof à Berne en 1899 que l'infirmière moderne a reçu, en premier, une image concrète. Mais en fait, établir une classification dans ce domaine n'a guère de sens. Il est plus intéressant de mettre en relief deux phénomènes qui mieux qu'autre chose nous rendent le climat et les circonstances de cette naissance dans notre pays.

Le premier est en rapport avec ce qu'on vient de dire: en l'espace de dix ans, quatre médecins prennent la tête d'autant d'écoles d'infirmières. En 1891, Charles Krafft est nommé directeur de la Source; en 1899 Augustus Lüning prend les rênes de l'école «Croix-Rouge» de Zurich-Fluntern (cette école n'a rien à voir avec la CRS!); en 1899 Walter Sahli crée et dirige le Lindenhof à Berne (celle-ci est l'école de la CRS!); et en 1901, Anna Heer crée et dirige l'«Ecole d'infirmières» de Zurich, connue aussi sous le nom de «Pflegi».

Le deuxième est un événement qui montre comment le mouvement féministe – du moins dans notre pays – a joué un rôle tout aussi important que les médecins. En effet, la première fois que «être infirmière» fut envisagé de façon détaillée et programmée comme une profession pour la femme, ce fut en septembre 1896, à Genève, où se tint le «Congrès suisse des intérêts féminins». L'intervention la plus écoutée fut sans doute celle de la zurichoise Anna Heer, déjà citée. Elle demandait que l'Association suisse des femmes d'utilité publique crée une école d'infirmières pour offrir aux femmes une véritable profession, comme cela se faisait en Angleterre. Elle les veut bien formées, trois ans de théorie et de pratique, ayant du caractère, intelligentes et cultivées. Pour elles, Heer prévoit une association et une revue, qui donnerait aux affiliées et abonnées l'occasion de renforcer leur identité professionnelle. Pour elles enfin, Heer ambitionne un statut social assez élevé, pour que leur action de réforme sanitaire au sein de la société soit prise au sérieux. C'est dans ce but, justement, qu'en 1901 s'ouvre à Zurich la «Pflegi».

L'ancien bâtiment du Lindenhof, première école d'infirmières de la Croix-Rouge suisse.

Et la Croix-Rouge suisse?

Henry Dunant dans «Un souvenir de Solférino» exprime le vœu que des infirmiers et des infirmières volontaires soient formés pour seconder les services sanitaires des armées sur les champs de bataille. Faut-il y voir une suggestion pour que les sociétés nationales de la Croix-Rouge assument la tâche de former des infirmières professionnelles? Sûrement pas! Dans l'esprit de Dunant il s'agissait plutôt de former, en quelques mois ou semaines, des «samaritains» et des «samaritaines». L'Association de secours pour les militaires suisses et leurs familles, première société nationale de la Croix-Rouge sur notre sol (1866), n'alla même pas jusqu'à cette réalisation. Tandis que l'initiative prise par la deuxième, la Société centrale suisse de la Croix-Rouge (1882), se rapprocha plus nettement des vœux des médecins de fin de siècle. Mais les ambitions restèrent sans moyens. Walter Kempin, son président, avait beau inviter les suissesses à embrasser «la profession la plus adéquate pour la femme», il ne reçut jamais la réponse espérée. C'était entre 1882 et 1885. Peut-être était-il trop tôt. Il fallait attendre encore une quinzaine d'années pour voir la Croix-Rouge suisse jouer un rôle déterminant dans ce domaine.

En 1898, en effet, le docteur Walter Sahli quitte son cabinet de Langenthal pour le poste dénommé plus tard de Secrétaire central de la CRS. Ayant une longue expérience comme médecin dans une région rurale et, en même temps à l'hôpital, il y vient dans un but précis: former des infirmières pour donner aux hôpitaux un personnel soignant moderne; aux médecins, des aides compétentes; aux malades, une présence efficace et dévouée; et à l'armée, des volontaires nombreuses. En cela il ne diffère point de ses collègues. Et comme d'autres, il se trouve dès le 1er novembre 1899 à la tête d'une école pour infirmières. Mais le fait d'être à la direction d'une organisation comme la CRS lui a offert des moyens et une tribune très efficaces. Il peut ainsi réaliser, sur le plan national, ce à quoi d'autres aspirent également, mais dans le cadre restreint de leur école.

Voilà l'origine lointaine des compétences de la CRS dans la formation de personnel paramédical. Comme il était animé par les mêmes projets qu'Anna Heer, Walter Sahli n'eut aucune difficulté à s'entendre avec elle. Il est d'ailleurs remarquable que les deux médecins se soient rencontrés sans jalousie réciproque, et qu'ensemble ils aient donné naissance à la revue des infirmières (1908) et, surtout, à l'association professionnelle (1910). Puisque ces débuts sont fortement «teintés» de Croix-Rouge, c'est son nom, et seulement le sien, qui a été retenu par l'histoire. Mais maintenant nous savons que l'Association suisse des femmes d'utilité publique a précédé la CRS dans l'analyse de la situation et avait déjà préparé tout le nécessaire. Il est donc juste qu'on lui assigne la place d'honneur.

Entre ces premiers balbutiements de la profession et l'infirmière moderne décrite au début de cet article, le chemin est encore long. Mais ça, c'est une autre histoire. □

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans le No 1/88 d'ACTIO, page 16; les noms de deux personnes figurant sur la photo ont été intervertis dans la légende, dont voici le texte correct: «Le comité d'une section satisfaite (de droite à gauche): Peter Klinger, vice-président, Marlies Schrimpf, secrétaire, Domenic Scharplatz, président, et Lukas Kühne, caissier.» Veuillez nous pardonner cette erreur.